

Comités techniques : généralités

COTEGE

Cette fiche présente les principes généraux relatifs aux comités techniques.

Elle est complétée par les fiches suivantes :

- [COTEF0](#), sur le fonctionnement des comités
- [COTEEL](#), sur les élections aux comités

Le comité technique est une instance consultative, composée de représentants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics d'une part, et de représentants des agents publics d'autre part.

Son champ de compétence est limité à des questions d'ordre collectif.

I. LA CREATION DES COMITES TECHNIQUES

1- Les conditions générales d'institution d'un comité technique

Un comité technique est obligatoirement créé (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#)) :

- dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents
- dans chaque centre de gestion, y compris les deux centres interdépartementaux franciliens, pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de 50 agents

On signalera que les agents employés par les centres de gestion relèvent des comités techniques créés dans ces centres.

Pour apprécier si le seuil de 50 agents est franchi, l'effectif des personnels retenu est apprécié au 1er janvier de chaque année.

Tous les agents qui ont la qualité d'électeur sont comptabilisés dans les effectifs (art. 1er, III décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

2- Les possibilités de regroupement

Il existe des possibilités de regroupement, par la création de comités techniques communs :

- par délibérations concordantes, une collectivité et un ou plusieurs établissements publics qui lui sont rattachés peuvent décider de créer un comité technique commun, à condition que l'effectif global concerné soit d'au moins 50 agents (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#) ; art. 32, I, b décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#))
- une communauté de communes, une communauté d'agglomération, une métropole ou une communauté urbaine peut créer, avec l'ensemble ou une partie des communes qui y adhèrent, un comité technique commun compétent pour tous les agents, par délibérations concordantes, si l'effectif global concerné est d'au moins 50 agents (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#) ; art. 32, I, d décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#))
- un EPCI et le centre intercommunal d'action sociale qui lui est rattaché peuvent par délibérations concordantes instituer un comité technique commun, à condition que l'effectif global concerné soit d'au moins 50 agents (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#) ; art. 32, I, e décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#))
- un EPCI, le centre intercommunal d'action sociale rattaché, ses communes membres et leurs établissements publics peuvent, par délibérations concordantes, créer un comité technique commun à condition que l'effectif global concerné soit d'au moins 50 agents (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#))
- une communauté de communes, une communauté d'agglomération, une métropole ou une communauté urbaine, les communes adhérentes et le centre intercommunal d'action sociale rattaché à l'EPCI peuvent, par délibérations concordantes, décider de créer un comité technique commun compétent pour tous les agents, à condition que l'effectif global soit d'au moins 50 agents (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#) ; art. 32, I, f décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Dans les trois derniers des quatre cas ci-dessus, les délibérations précisent la collectivité ou l'établissement auprès duquel sera placé le comité technique, ainsi que la répartition des sièges entre les représentants de ces collectivités et établissements (art. 32, I, décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#))

3- Les conséquences de la variation des effectifs

1er cas : l'effectif employé par la collectivité ou l'établissement public atteint 50 agents

Un nouveau comité technique doit alors être créé (art. 32, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

L'effectif est apprécié au 1er janvier de chaque année (art. 1er, III par renvoi de l'art. 32, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#))

En cas de franchissement du seuil de 50 agents, l'autorité territoriale d'une collectivité ou d'un établissement employant jusque là moins de 50 agents informe le centre de gestion, avant le 15 janvier, de l'effectif des personnels qu'elle emploie (art. 1er, III par renvoi de l'art. 32, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

2ème cas : l'effectif d'une collectivité ou d'un établissement devient inférieur à 50 agents

Le comité technique reste en place jusqu'au prochain renouvellement général, sauf dans deux cas particuliers, dans lesquels l'organe délibérant peut dissoudre le comité après consultation des organisations syndicales qui y siègent (art. 32, III décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- si l'effectif tombe sous le seuil de 30 agents

- si, après application des procédures de désignation de nouveaux représentants liées à la vacance de sièges, le nombre de représentants titulaires du personnel est inférieur à trois

Si la collectivité ou l'établissement public dont le comité technique est dissout est affilié à un centre de gestion, le comité technique placé auprès de ce centre devient compétent pour les questions intéressant cette collectivité ou cet établissement (art. 32, III décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

3ème cas : le nombre d'agents remplissant les conditions pour être électeurs à un comité technique déjà créé a au moins doublé depuis les dernières élections

Un nouveau comité technique doit alors être mis en place (art. 32, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Si le doublement des effectifs a pour cause un transfert de personnels résultant d'un transfert de compétences, les conditions d'exercice des fonctions exigées, pour avoir la qualité d'électeur et pour être éligible, des agents non titulaires, s'apprécient en assimilant les services accomplis dans la collectivité publique d'origine à des services accomplis dans la collectivité ou l'établissement public d'accueil (art. 32, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

4- La possibilité de créer des comités techniques au niveau des services

En plus du comité technique « général », une collectivité ou un établissement peut, par délibération, décider d'instituer un comité technique « local » dans les services ou groupes de services dont la nature ou l'importance le justifient (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#)).

II. LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE

A) PRINCIPES GENERAUX

Les comités techniques comprennent (art. 32 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#) ; art. 1er, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- des représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement public
- des représentants du personnel

Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants (art. 2 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Les représentants des collectivités et établissements publics ne peuvent pas être plus nombreux que les représentants des personnels au sein du comité technique (art. 4 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

De même, si le nombre de membres du collège des représentants des collectivités et établissements publics est inférieur à celui des représentants du personnel, le président du comité est assisté, en tant que de besoin, par le ou les membres de l'organe délibérant et par le ou les agents de la collectivité ou de l'établissement concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité (art. 4 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Ces personnes appelées en renfort n'ont pas la qualité de membres du comité.

B) LES MEMBRES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Le nombre des représentants du personnel est fixé par l'organe délibérant (conseil municipal, conseil d'administration), dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents relevant du comité technique.

La fourchette est fixée dans les conditions suivantes (art. 1er, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

Effectif des agents relevant du comité technique	Nombre de représentants titulaires du personnel
entre 50 et 349	de 3 à 5 représentants
entre 350 et 999	de 4 à 6 représentants
entre 1 000 et 1 999	de 5 à 8 représentants
2 000 et plus	de 7 à 15 représentants

Ce nombre ne peut être modifié qu'à l'occasion d'élections (art. 1er, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Pour déterminer la composition du comité technique, l'effectif retenu est apprécié au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel.

Sont pris en compte dans les effectifs les agents qui ont la qualité d'électeur au comité (art. 1er, I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

A noter : afin de favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales, l'article 9 bis II de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 (-voir [LO130783](#)) prévoit que les listes de candidats aux élections professionnelles sont composées d'un nombre de femmes et d'hommes correspondant à la part de femmes et d'hommes représentés au sein de l'instance concernée (c'est-à-dire le corps électoral), au vu de la situation des effectifs au 1er janvier de l'année de l'élection (art. 1er I décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#), circ. min. du 26 mars 2018, -voir [CM260318](#) et -voir [COTEEL](#)).

Le nombre précis de représentants du personnel est fixé, au moins six mois avant la date du scrutin, dix semaines avant en cas de création d'un nouveau comité technique en application de l'article 32 I, par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le comité technique.

L'organe délibérant doit au préalable avoir consulté les organisations syndicales représentées au comité ou, à défaut, les syndicats ou sections syndicales qui ont transmis à l'autorité territoriale leur statut et la liste de leurs responsables.

La délibération est immédiatement communiquée à ces organisations syndicales (art. 1er, II décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Dans les mêmes délais, la collectivité ou l'établissement doit également communiquer aux organisations syndicales les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte (art. 1er, II décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

C) LES MEMBRES REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS

1- Composition du collège

Le collège des représentants des collectivités et établissements publics est constitué (art. 4 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- des membres représentant les collectivités ou établissements publics
- du président du comité

2- Désignation des membres

* Dans les comités techniques placés auprès des centres de gestion

Les membres représentant les collectivités et établissements publics sont désignés par le président du centre (art. 4 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- parmi les élus issus des collectivités ou d'établissements ayant moins de 50 agents affiliés au centre de gestion, après avis des membres du conseil d'administration issus de ces collectivités et établissements
- et parmi les agents de ces collectivités et établissements ou les agents du centre de gestion

* Dans les comités techniques placés auprès des collectivités et établissements autres que les centres de gestion

Le ou les membres représentant la collectivité ou l'établissement sont désignés par l'autorité ayant pouvoir de nomination parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité ou de l'établissement (art. 4 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

D) LA DUREE DU MANDAT ET LA VACANCE D'UN SIEGE

1- La durée du mandat

Le mandat des représentants du personnel, qui est renouvelable, dure quatre ans (art. 3 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Le mandat des représentants des collectivités et établissements, qui est renouvelable, prend fin (art. 3 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- en même temps que leur mandat ou fonction
- ou au renouvellement total ou partiel de l'organe délibérant

La durée du mandat est réduite ou prorogée, si besoin est, pour coïncider avec la date des élections pour le renouvellement général des comités techniques (art. 7 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Cas particuliers :

- en cas d'instauration d'un nouveau comité technique entre deux renouvellements généraux, la durée du mandat des représentants du personnel siégeant dans ce nouveau comité prend fin lors du prochain renouvellement général (art. 32, II décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).
- en cas d'élection décalée due à un cas de force majeure ou à l'annulation contentieuse des élections initiales, le mandat des représentants du personnel prend fin lors du prochain renouvellement général (art. 33 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#))

2- Vacance d'un siège et remplacement du membre

* Représentants de la collectivité ou de l'établissement

Les collectivités et établissements peuvent à tout moment procéder, pour la suite du mandat à accomplir, au remplacement de leurs représentants (art. 3 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

Le remplacement de ces membres, lorsqu'ils sont agents, est par ailleurs obligatoire (art. 5 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- lorsqu'ils cessent d'exercer leurs fonctions par suite d'une démission, de mise en congé de longue maladie ou de longue durée, de mise en disponibilité ou de toute autre cause que l'avancement
- lorsqu'ils n'exercent plus leurs fonctions dans le ressort territorial du comité

En cas de vacance du siège d'un titulaire ou d'un suppléant, un nouveau représentant est désigné pour la durée du mandat en cours (art. 6 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

* Représentants du personnel

Il est obligatoirement mis fin au mandat d'un représentant du personnel (art. 5 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- qui démissionne de son mandat
- ou qui ne remplit plus les conditions pour être électeur au comité technique dans lequel il siège
- ou qui ne remplit plus les conditions pour être éligible

Le remplacement a lieu dans les conditions suivantes (art. 6 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)) :

- en cas de vacance du siège d'un titulaire, ce siège est attribué à un suppléant de la même liste
- en cas de vacance du siège d'un suppléant, ce siège est attribué au premier candidat non élu de la même liste

* Impossibilité de procéder au remplacement

Si l'organisation syndicale ne peut pas pourvoir, dans les conditions exposées ci-dessus, aux sièges de titulaires ou de suppléants auxquels elle a droit, elle désigne son représentant, pour la durée du mandat restant à courir, parmi les agents éligibles relevant du périmètre du comité technique (art. 6 décr. n°85-565 du 30 mai 1985, -voir [DE300585](#)).

III. LES COMPETENCES DU COMITE TECHNIQUE

L'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (-voir [LO260184](#)) fixe la liste des thèmes sur lesquels les comités techniques sont consultés pour avis.

Il est complété par d'autres dispositions législatives et par des dispositions réglementaires.

Les comités techniques sont ainsi consultés sur les questions relatives (art. 33 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#)) :

1) à l'organisation des services

Dans ce cadre, le comité technique doit par exemple être consulté en cas de modification de l'organigramme, de modification des attributions d'un service, de transfert d'un service d'une commune vers un établissement public intercommunal...

Il doit également être consulté, notamment :

- avant une restructuration des services, pouvant donner lieu au bénéfice d'une indemnité de départ volontaire (art. 2 décr. n°2009-1594 du 18 déc. 2009, -voir [DE181209](#)).

- avant que l'organe délibérant, dans le cadre de l'organisation du service, ne définisse des sujétions plus particulières, des responsabilités spécifiques, des actions liées à la politique de la ville ouvrant droit, pour les agents attributaires d'une NBI au titre de l'exercice de fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, à une majoration du nombre de points d'indice (art. 2 décr. n°2006-780 du 3 juillet 2006, -voir [DE030706B](#)).

2) au fonctionnement des services

Dans ce cadre, le comité technique doit être consulté dans tous les cas de mise en place de dispositions locales spécifiques en matière de durée du travail (-voir [DURTRA](#)), telles qu'elles sont rendues possibles, principalement, par les décrets n°2000-815 du 25 août 2000 (-voir [DE250800](#)) et n°2001-623 du 12 juillet 2001 (-voir [DE120701](#)).

Son champ de compétence couvre les points suivants : réduction de la durée annuelle du travail sous le seuil de 1607 heures en raison de sujétions particulières, dérogations au plafond des heures supplémentaires, mise en place de cycles de travail et d'horaires variables, instauration d'obligations liées au travail, de périodes d'astreinte, définition d'un régime de travail spécifique pour les personnels chargés de fonctions d'encadrement ou de conception, durée du travail des sapeurs-pompier professionnels.

Il doit par ailleurs être immédiatement informé de toute dérogation ponctuelle aux garanties minimales relatives à la durée hebdomadaire et quotidienne du travail ainsi qu'au repos minimal.

Il est également consulté :

- sur la date de la journée de solidarité (art. 6 loi n°2004-626 du 30 juin 2004, -voir [LO300604](#))

- sur les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits (art. 10 décr. n°2004-878 du 26 août 2004, -voir [DE260804](#))

Par ailleurs, il doit notamment être consulté sur le régime des congés, les horaires d'ouverture au public, les modalités d'exercice des fonctions à temps partiel...

3) aux évolutions des administrations ayant un impact sur les personnels

4) aux grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences

Dans le prolongement de cette compétence, il est notamment consulté pour avis avant toute suppression d'emploi (art. 97 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#)).

5) aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition

Le comité technique doit notamment être consulté pour avis préalablement à l'instauration par l'organe délibérant d'une prime d'intéressement collectif (art. 88 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#))

6) à la formation, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle

Dans ce cadre, le comité technique est consulté sur les conditions d'un éventuel exercice du droit à la formation professionnelle pendant le temps de travail (art. 2-1 loi n°84-594 du 12 juil. 1984, -voir [LO120784](#)).

Il peut également avoir à donner son avis sur l'identification des « postes à responsabilité » dont les titulaires doivent suivre une formation de professionnalisation (art. 15 décr. n°2008-512 du 29 mai 2008, -voir [DE290508](#))

7) aux sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail

Le comité technique bénéficie du concours du CHSCT, qu'il peut saisir de toute question, et par lequel il peut être saisi. Le Conseil d'Etat a précisé que lorsqu'une question ou un projet soumis au comité technique ne concernait pas exclusivement la santé, la sécurité et les conditions de travail, seul le comité technique devait être obligatoirement consulté (CE 30 déc. 2015 n° 380480, -voir [CE301215B](#)).

Il reçoit communication du rapport annuel et du programme annuel de prévention des risques professionnels accompagnés de l'avis du CHSCT (art. 36 décr. n°85-603 du 10 juin 1985, -voir [DE100685](#)).

Dans les collectivités et établissements de moins de 50 agents, les missions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont exercées par le comité technique dont relèvent ces collectivités et établissements (art. 33-1 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#)).

8) aux aides à la protection sociale complémentaire, lorsque la collectivité territoriale ou l'établissement public en a décidé l'attribution à ses agents, ainsi qu'à l'action sociale

Sur les modalités de la future possible participation de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire des agents : décr. n°2011-1474 du 8 nov. 2011, -voir [DE081111](#).

* D'autres dispositions législatives et réglementaires prévoient que le comité technique :

- donne un avis, dans le cadre des dispositifs d'accès à l'emploi titulaire et de transformation des CDD en CDI prévus par la loi n°2012-347 du 12 mars 2012, sur le rapport relatif à la situation des agents contractuels remplissant les conditions d'accès aux cadres d'emplois de fonctionnaires, ainsi que sur le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire (art. 17 loi n°2012-347 du 12 mars 2012, -voir [LO120312](#)).

Ce rapport et le programme doivent être présentés dans le délai de trois mois suivant le 14 août 2016 (date de publication du décret mettant en oeuvre le dispositif d'accès à l'emploi titulaire tel qu'il est issu de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016) (art. 17 loi n°2012-347 du 12 mars 2012, -voir [LO120312](#)).

- est consulté pour avis avant que l'assemblée délibérante ne fixe le taux de promotion pour l'avancement de grade (art. 49 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#)), sauf pour le cadre d'emplois des agents de police municipale

- est consulté pour avis avant que soient fixées les modalités de dématérialisation des dossiers individuels des agents, lorsque la collectivité ou l'établissement décide de gérer ceux-ci sur support électronique. Il doit alors être informé des systèmes d'information et procédés utilisés (art. 9 décr. n°2011-675 du 15 juin 2011, -voir [DE150611](#)).
 - est consulté pour avis avant que l'assemblée délibérante ne fixe les règles relatives aux modalités d'organisation du télétravail dans la collectivité ou l'établissement (art. 7 décr. n° 2016-151 du 11 février 2016, -voir [DE110216](#)).
 - est consulté sur les critères d'appréciation de la valeur professionnelle (art. 4 décr. n°2014-1526 du 16 déc. 2014, -voir [DE161214](#)).
 - est consulté pour avis, en cas de restitution d'une compétence d'un EPCI à une commune membre, sur la convention de répartition des fonctionnaires transférés par les communes ou recrutés par l'EPCI et chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en oeuvre de la compétence restituée (art. L. 5211-4-1 IV bis du code général des collectivités territoriales, -voir [L5211-4-1CGCT](#)).
 - est consulté pour avis avant l'adoption, par l'organe délibérant, d'une délibération demandant la création d'une commune nouvelle (CAA Nantes 4 janv. 2019 n°17NT02468, -voir [CAA040119](#)).
 - donne un avis sur le rapport sur l'état de la collectivité, de l'établissement ou du service auprès duquel il a été créé (art. 33 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#)).
- Ce rapport doit être présenté au comité technique par l'autorité territoriale au moins tous les deux ans.
- Il indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose cette collectivité, cet établissement ou ce service.
- Il dresse notamment le bilan des recrutements et des avancements, des actions de formation, des demandes de travail à temps partiel.
- Il rend compte des conditions dans lesquelles les obligations en matière de droit syndical sont respectées par la collectivité ou l'établissement.
- Il présente des données relatives aux cas et conditions de recrutement, d'emploi et d'accès à la formation des agents contractuels.
- La présentation de ce rapport donne lieu à un débat.
- Les modalités de présentation du rapport sont précisées par le décret n°97-443 du 25 avril 1997 (-voir [DE250497](#)) et pour les informations à transmettre dans le rapport, par arrêté ministériel du 28 août 2017(-voir AM280817).
- Enfin, dans certains cas, le comité technique doit uniquement faire l'objet d'une information :
- il est destinataire d'un rapport annuel de l'autorité territoriale en matière de mise à disposition (art. 62 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#))
 - il est informé annuellement des créations d'emplois à temps non complet (art. 3 décr. n°91-298 du 20 mars 1991, -voir [DE200391](#)).
 - il est destinataire d'un rapport annuel sur l'application des dispositions relatives à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (art. L. 323-2 C. travail, -voir L323-2CT ; art. 35 bis loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#))
 - il est informé des incidences des principales décisions à caractère budgétaire sur la gestion des emplois (art. 33 loi n°84-53 du 26 janv. 1984, -voir [LO260184](#))
 - il lui est présenté chaque année, dans le cadre du bilan social, un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes comportant notamment des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle (art. 51 loi n°2012-347 du 12 mars 2012, -voir [LO120312](#)).
 - il lui est présenté également un bilan annuel de la mise en oeuvre du télétravail dans la collectivité ou l'établissement (art.9 décr. n°2016-151 du 11 février 2016, -voir [DE110216](#)).
 - il lui est présenté un bilan sur la mise en oeuvre du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire tel qu'il était prévu par la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 avant sa modification par la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 (art. 17 loi n°2012-347 du 12 mars 2012, -voir [LO120312](#) et art. 7 décr. n°2012-1293 du 22 nov. 2012, -voir [DE221112](#)). Celui-ci doit comporter, le cas échéant, le bilan de la transformation des CDD en CDI en application des articles 21 et 41 de la même loi. Ce bilan doit être présenté dans les trois mois suivant le 14 août 2016 (-voir [TIT2012](#)).
 - il lui est présenté chaque année un bilan des recrutements effectués au titre du PACTE (art. 20-1 décr. n°2005-904 du 2 août 2005, -voir [DE020805](#) et -voir [PACFPT](#))
 - à compter de 2019, il lui est communiqué chaque année un bilan du dispositif expérimental d'accompagnement des agents recrutés sur contrat et suivant en alternance une préparation aux concours de catégorie A et B (art. 18 décr. n°2017-1471 du 12 octobre 2017, -voir [DE121017](#)et -voir [RECTAB](#)).

Références

FICHES EN RENVOI

- Comités techniques :
 - . fonctionnement COTEFO
 - . élections des représentants du personnel COTEEL
 - Durée du temps de travail DURTRA

TEXTES EN RENVOI

- Code du travail	L323-2CT
- Loi n°84-53 du 26 janv. 1984	LQ260184
- Loi n°84-594 du 12 juil. 1984	LO120784
- Loi n°2004-626 du 30 juin 2004	LO300604
- Loi n°2012-347 du 12 mars 2012	LO120312
- Décr. n°85-565 du 30 mai 1985	DE300585
- Décr. n°85-603 du 10 juin 1985	DE100685
- Décr. n°91-298 du 20 mars 1991	DE200391
- Décr. n°97-443 du 25 avril 1997	DE250497
- Décr. n°2000-815 du 25 août 2000	DE250800
- Décr. n°2001-623 du 12 juil. 2001	DE120701
- Décr. n°2004-878 du 26 août 2004	DE260804
- Décr. n°2006-780 du 3 juil. 2006	DE030706B
- Décr. n°2008-512 du 29 mai 2008	DE290508
- Décr. n°2009-1594 du 18 déc. 2009	DE181209
- Décr. n°2011-675 du 15 juin 2011	DE150611
- Décr. n°2011-1474 du 8 nov. 2011	DE081111
- Décr. n°2014-1526 du 16 déc. 2014	DE161214
- Arr. min. du 28 sept. 2015	AM280915
- Circ. min. du 26 mars 2018	CM260318
- CAA Nantes 4 janv. 2019 n°17NT02468	CAA040119

